

André GAILLARD

Instituteur honoraire
Président cantonal du Comité de Libération de Pujols-sur-Dordogne
Vice-Président du Comité de Défense de la République du Libournais

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale. Ce sera l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime gaulliste.

Le référendum-plébiscite du 28 octobre vient de montrer un sérieux affaiblissement des positions de De Gaulle qui a perdu, dans notre département 28 % des suffrages exprimés par rapport au référendum de septembre 1958 (58 % au lieu de 86 %).

Après ce premier succès remporté par les forces ouvrières et démocratiques sur le pouvoir personnel, la lutte contre ce pouvoir et sa politique réactionnaire doit être poursuivie sans esprit de compromis.

Pour que cette lutte soit victorieuse, l'union des communistes, des socialistes et des républicains de toutes nuances est indispensable. Au contraire, la collusion de certains dirigeants S.F.I.O. ou Radicaux avec des éléments réactionnaires et fascistes comme Estèbe, Portmann et Sourbet ne peut que désorienter les électeurs républicains et favoriser le maintien du pouvoir gaulliste.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU GAULLISME

— Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés;
— Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie;
— Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition;
— Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Et ce pouvoir prétendu stable a compté de très nombreux remaniements ministériels en quatre années.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?
— Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès s·
— Des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction;
— Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

— Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises;
— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites;
— Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables;
— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole;
— Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général;
— Opposition aux entreprises du militarisme allemand;
— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons. Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'union démocratique substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Un tel programme national permettrait la rénovation de la vie économique de notre circonscription qui ressent les funestes conséquences de la politique gaulliste, au service des monopoles capitalistes.

Nous sommes loin de la rénovation promise en 1958 par M. Boulin député U.N.R., sortant et dignitaire du pouvoir gaulliste, secrétaire d'Etat au Budget. Il s'oppose au déblocage des crédits nécessaires aux œuvres de vie, mais il jette des milliards dans le gouffre des crédits militaires.

AGRICULTURE : Rien n'a été fait. En particulier la caisse des calamités agricoles reste dans les projets, la rentabilité s'effondre devant le marché commun, le pouvoir aggrave tous les jours la situation économique.

Des exploitations familiales sont menacées de disparition par la loi d'orientation agricole et les S.A.F.E.R. (Société d'Aménagement Foncier et d'Equipement Rural) au profit de la grosse propriété foncière.

Au contraire nous proposons d'aider en priorité les petits exploitants familiaux notamment grâce à l'octroi, par les caisses de Crédit agricole de prêts à long terme et à faible intérêt.

— Nous demandons le rétablissement de l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels, supprimée par de Gaulle;

— L'annulation des dettes pour les emprunts « gelées », des subventions substantielles pour la création de C.U.M.A., la suppression pour le marché du vin, du hors-quantum en-dessous de 200 hl.

Pour les ouvriers agricoles, nous réclamons : la parité des salaires avec ceux de l'industrie, la suppression des abattements de zones, l'affiliation au régime général de la Sécurité sociale, le logement indépendant du contrat de travail.

EXPANSION ÉCONOMIQUE

Selon les promesses de l'U.N.R. Boulin en 1958, elle devait s'opérer d'urgence. Nous sommes également très loin du compte !

Dans la zone industrielle du Libournais, depuis 1958, seules trois usines ont été créées sur les six annoncées, procurant seulement 200 emplois au lieu des 1.000 prévus (déclaration de M. Boulin du 28 août 1961), cependant que deux usines anciennes disparaissaient en 1959 entraînant la suppression d'une centaine d'emplois.

A la veille des élections, la démagogie gaulliste de M. Boulin continue, et le 11 octobre 1962 il nous promet trois usines de plus qui fonctionneront avant la fin de l'année, alors que la première pierre n'est pas encore posée !

Quant aux zones industrielles du reste de la circonscription, elles restent désespérément vides.

L'usine de Laubardemont à Coutras réduit son activité et les salaires.

Le chômage persistant oblige plus de 1.500 ouvriers de la circonscription à partir chaque matin travailler à Bordeaux, leur imposant ainsi un allongement exténuant de la journée de travail.

Le régime des bas salaires et des brimades continue, bien que les congrès U.N.R., le pouvoir gaulliste et M. Boulin exaltent l'association capital-travail ! Belle duperie !

Nous voulons une véritable expansion régionale dont profitera notre circonscription, une aide efficace à l'artisanat, au petit et moyen commerce et à la petite entreprise.

Nous réclamons pour les travailleurs la suppression totale des abattements de zones et l'augmentation des salaires.

POUR LA JEUNESSE

Faute de crédits suffisants, en raison de la politique de guerre du pouvoir gaulliste, l'équipement universitaire et sportif est de plus en plus insuffisant face aux besoins de notre jeunesse.

Les établissements d'enseignement technique trop peu nombreux refusent des jeunes.

La création de nouveaux établissements secondaires et techniques s'impose, où les enfants des travailleurs pourront être vraiment dirigés selon leurs goûts et leurs aptitudes et cela, grâce à des bourses et allocations d'études suffisantes. Il faudrait notamment à Libourne, un Collège d'Enseignement Technique de Filles.

Que toutes les couches sociales, victimes de la politique gaulliste sachent, que, comme toujours, notre Parti saura les défendre, comme il sera constamment présent pour la défense de la liberté, de la pensée, de la culture et la paix. Vous voterez pour :

ANDRÉ GAILLARD

Instituteur honoraire, fils de modestes travailleurs qui, au cours des 34 années de carrière dont 25 dans des postes difficiles à concurrence scolaire, a su par sa conscience professionnelle, son dévouement exemplaire, l'attachement à nos enfants, assurer le rayonnement de l'Ecole laïque.

Homme d'action, il a toujours été en avant de la lutte pour l'indépendance nationale pendant la nuit de l'occupation, pour la République et contre le pouvoir personnel dès le 13 mai 1958.

● POUR UNE DEMOCRATIE VERITABLE, POUR LA DEFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES TRAVAILLEURS DE LA TERRE,

Votez André GAILLARD

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Jean CHEVALIER

Cultivateur

Vu : le candidat

Le Comité Electoral de la Circonscription

P.S. — Déposez votre bulletin dans l'urne sans effectuer ni rature, ni changement.

Imp. Saint-Hubert — Bordeaux